

Le défi des objectifs du millénaire

Les 8 objectifs du millénaire pour le développement définis par les Nations unies seront-ils atteints pour 2015, comme prévu ? Peu de chance au vu des progrès réalisés. Reflétant un bilan général des avancées, ce dossier illustre en outre le travail de terrain réalisé dans ces 8 domaines par certains mouvements et organisations du Sud tels que le Mouvement des Sans Terre au Brésil et l'APEF en République Démocratique du Congo.

Sommaire :

Le contexte des objectifs du millénaire.....	2
Les objectifs du millénaire : un bilan critique 10 ans après leur adoption.....	3
L'éducation pour tous : une lutte du MST pour le deuxième objectif du millénaire	5
Comment le Mouvement des Sans Terre (MST) combat la pauvreté et la faim au Brésil.....	11
L'APEF à Bukavu face aux objectifs du millénaire.....	14

Le contexte des objectifs du millénaire

Par Arnaud Zacharie, Secrétaire Général
du Centre National de Coopération au Développement (CNCD-11.11.11)

En septembre 2000, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait la Déclaration du millénaire définissant à l'aide de cibles et d'indicateurs huit objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à atteindre en 2015 et inspirés des objectifs définis en 1996 par l'OCDE dans son programme de développement pour le 21^{ème} siècle¹. L'adoption de ces OMD faisait suite à une succession de conférences et de sommets des Nations unies, organisés tout au long de la décennie des années 1990, allant du Sommet de la Terre (1992, Rio) au Sommet mondial sur l'alimentation (1996, Rome).

La Déclaration du millénaire et ces huit OMD étaient en quelque sorte une compilation des engagements pris lors de ces différents sommets organisés sur les différents secteurs prioritaires du développement. Toutefois, plusieurs objectifs avaient été revus à la baisse entre-temps. En effet, alors que les sommets de Copenhague sur la pauvreté (1995) et de Rome sur l'alimentation (1996) avaient fixé comme objectif de réduire de moitié le *nombre* de personnes souffrant de l'extrême pauvreté et de la malnutrition, les objectifs du millénaire ne visaient plus qu'une réduction de moitié de leur *proportion*. Vu que l'objectif de réduction doit être atteint sur une période allant de 1990 à 2015 et que la croissance démographique des pays en développement a augmenté de 45% durant la décennie 1990, le dénominateur a évolué, réduisant d'autant l'ambition de l'objectif à atteindre en 2015.

Toutefois, les OMD avaient le mérite de fixer des objectifs chiffrés avec une échéance précise. Ils étaient également censés déboucher sur un partenariat mondial pour le développement, impliquant des engagements des pays industrialisés en termes d'augmentation de l'aide au développement, d'allègements de dette et de commerce international.

Dix ans plus tard, les Nations unies ont organisé du 20 au 22 septembre 2010 à New York un Sommet sur les OMD en vue d'en faire un bilan et de définir les moyens d'accélérer leur réalisation.

Les huit objectifs pour le développement (OMD)

1. Réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire de deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans
5. Améliorer la santé maternelle de trois quarts
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
7. Assurer un développement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

¹ OCDE, Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du 21^{ème} siècle : Contribution à la coopération pour le développement, 1996

Les objectifs du millénaire : un bilan critique 10 ans après leur adoption²

*Par Arnaud Zacharie, Secrétaire Général
du Centre National de Coopération au Développement (CNCD-11.11.11)*

Du 20 au 22 septembre 2010, les Nations unies évaluent à New York l'état d'avancement des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) adoptés dix ans plus tôt. Ces objectifs, censés être atteints en 2015, portent sur les principaux enjeux sociaux du développement. Toutefois, malgré certains progrès, la plupart des objectifs ne seront pas atteints et seule la cible concernant la réduction de moitié de l'extrême pauvreté dans le monde est susceptible d'être atteinte en 2015. Et encore cela n'est-il rendu possible que suite aux résultats enregistrés par la seule Chine, sans quoi le nombre de pauvres aurait continué à augmenter de 36 millions entre 1990 et 2005. Le taux de scolarisation primaire a également augmenté, mais au détriment de la qualité de l'enseignement. A l'opposé, les résultats en termes de santé maternelle, d'alimentation et d'assainissement ont été très décevants, tandis que l'impact de la crise financière a aggravé la situation en plongeant 64 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté en 2010.

Si les objectifs du millénaire ne seront pas atteints, c'est notamment parce que les pays industrialisés n'ont pas tenu leurs engagements en termes de financement du développement compilés dans le huitième objectif du millénaire qui vise à mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Malgré une augmentation de l'aide publique au développement au cours des années 2000, elle plafonne à 0,32% du PNB des pays donateurs, loin de l'objectif de 0,7% en 2015. Les allègements de dette octroyés à une trentaine de pays pauvres et très endettés ont permis à ces pays d'améliorer leurs indicateurs macroéconomiques et d'augmenter leurs dépenses sociales, mais l'impact de la crise financière a détérioré la situation financière de la plupart de ces pays. Enfin, aucune avancée commerciale n'a été enregistrée en termes d'accès au marché et traitement spécial et différencié pour les pays pauvres, du fait du blocage des négociations à l'OMC et de la prolifération d'accords commerciaux bilatéraux Nord-Sud par lesquels les pays industrialisés tentent de libéraliser des secteurs que les pays en développement refusent de négocier à l'OMC.

Mais le manque de financement international n'explique pas tout. Il est symptomatique de constater que les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est qui ont enregistré les meilleures performances sont précisément ceux qui ne dépendent pas de l'aide et des allègements de dette. Ces pays ont généralement financé leur développement en mobilisant leur épargne interne et en opérant une intégration stratégique au marché mondial, dans le but de diversifier leur économie, de renforcer leurs capacités productives et de créer des emplois. A l'opposé, l'Afrique est largement restée dépendante de l'aide extérieure et des revenus d'exportation de matières premières à faible valeur ajoutée. Pourtant, l'Afrique ne manque pas d'épargne, mais elle est massivement transférée en dehors du continent. En effet, la

² Ce texte est une version résumée de l'étude portant le même nom publiée par A. Zacharie/CNCD, en septembre 2010

fuite des capitaux africains depuis 2001 a représenté deux fois le montant de la dette extérieure africaine. Entre 1970 et 2008, la fuite des capitaux a représenté 29 milliards de dollars par an, alors que l'aide à l'Afrique n'a représenté que 18 milliards. La mobilisation de l'épargne interne pour financer des stratégies de développement appropriées s'avère dès lors un enjeu majeur pour l'Afrique.

C'est sans doute là la faiblesse de l'approche des objectifs du millénaire. En se focalisant sur les objectifs sociaux, elle ne vise que les symptômes de la pauvreté et non ses racines économiques. Par conséquent, l'approche se limite pour le Sud à attendre du Nord des moyens supplémentaires qui se font généralement attendre. En outre, la succession de crises globales (financière, alimentaire, climatique) annihile la plupart des efforts de développement. C'est pourquoi il convient de changer d'approche en garantissant aux pays en développement les marges de manœuvre nécessaires pour mener des stratégies de développement véritablement appropriées en renforçant la coopération internationale pour répondre à l'instabilité globale.

Cela implique d'une part de ne pas réduire les politiques de développement à leur aspect social, ce qui nécessite de promouvoir des stratégies de développement agricole et industriel créatrices d'emplois décents et de recettes fiscales nécessaires au financement de services publics et de systèmes de protection sociale. Cela implique d'autre part d'adapter les relations Nord-Sud au nouveau contexte de l'émergence de puissances régionales, du Sud comme la Chine, l'Inde ou le Brésil. Que ce soit en matière de déséquilibres financiers internationaux ou de changements climatiques, ces pays font partie du problème et de la solution. Le Nord a donc autant besoin du Sud qu'inversement, ce qui implique non pas de dicter des priorités la main sur le portefeuille, mais de coopérer dans le cadre de partenariats globaux en vue de régler des problèmes communs.

L'éducation pour tous : une lutte du MST pour le deuxième objectif du millénaire

par Catherine Bruyère

Plus que quatre ans pour réaliser les objectifs du millénaire

Dans quatre ans, nous aurons atteint l'échéance fixée par les Nations unies pour les objectifs du millénaire (OMD). Mais de quoi s'agit-il? En l'an 2000, lors d'une session de l'Assemblée générale des Nations unies, un défi a été accepté : atteindre huit objectifs d'ici 2015. Il s'agit de huit domaines établis comme prioritaires en terme de développement. Le programme à réaliser en quinze ans concerne les questions suivantes : la faim et la pauvreté, l'éducation, la question du genre, la mortalité infantile, la santé maternelle, les maladies, le développement durable et le partenariat mondial.³

L'ONU insiste sur ces huit thèmes et invite les organisations de la société civile et les collectivités locales à œuvrer à leur réalisation, de sorte que les OMD sont devenus une référence en matière de développement.

Nous aimerions, dans cet article, nous pencher exclusivement sur l'objectif concernant l'éducation et présenter l'action éducative du Mouvement des paysans Sans Terre au Brésil. Celle-ci est méconnue par rapport aux actions concernant la redistribution des terres, mais pourtant elle participe activement à la réalisation de l'OMD numéro deux qui vise, selon son intitulé à « assurer l'éducation primaire pour tous ».

Une agence spécialisée de l'ONU a pour mission d'épauler les pays pour mettre sur pied un système d'éducation primaire de qualité : l'Unesco⁴. Concrètement, pour assurer à tous les enfants une éducation primaire d'ici 2015, il faudrait que tous les enfants ayant l'âge officiel d'entrer en primaire soient scolarisés en 2009. En effet, le suivi du cycle primaire dans son entièreté est considéré.

L'accès à l'école primaire mondiale a augmenté et les progrès au niveau de l'éducation sont notables. En effet, entre 1999 et 2008, les taux de scolarisation ont augmenté de 18% en Afrique sub-saharienne, de 11% en Asie du Sud et de 8% en Afrique du Nord. Cependant, selon un rapport de l'ONU, le processus n'augmente pas assez rapidement pour parvenir à une éducation universelle en temps voulu. Tous les enfants n'auront pas accès à l'école primaire dans quatre ans.

Ce rapport met en évidence les inégalités des enfants quant à l'accès à l'éducation. Les filles et les enfants vivant en zone rurale sont les moins susceptibles d'avoir une chance d'aller à l'école, l'éducation des filles étant souvent perçue comme de moindre valeur, et les zones rurales généralement plus pauvres et peu desservies en structures éducatives.⁵

3 Portail du système de l'ONU sur les objectifs du Millénaire pour le développement

<http://www.un.org/fr/millenniumgoals/index.shtml>

4 <http://www.unesco.org/new/fr/unesco/>

5 ONU, « Objectif 2 » <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/education.shtml>

Pour parvenir à une éducation universelle, il faudrait, là où il y a nécessité, réduire les frais de scolarité, investir dans des infrastructures et des ressources pédagogiques, promouvoir l'éducation des filles, améliorer l'accès à l'éducation dans les zones rurales.⁶

Brésil : un taux de scolarisation élevé et pourtant...

Le Brésil fait partie des neufs pays en développement les plus peuplés avec le Bangladesh, la Chine, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nigéria et le Pakistan. Dans ce groupe, appelé l'E9, se trouvent 54% des enfants en âge d'être en primaire et 40% des enfants qui ne sont pas scolarisés dans le monde. Lors d'une réunion de l'E9, en 2003, le Brésil a été félicité pour ses progrès.⁷ En effet, un nombre croissant d'enfants brésiliens va à l'école. Le taux de scolarisation dans le cycle primaire a d'ailleurs atteint le score de 97%. Ce résultat prestigieux cache une réalité : la quantité est privilégiée au détriment de la qualité.

Pays le plus peuplé d'Amérique latine et sixième mondial avec 170 millions d'habitants, le Brésil comprend 54 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Le gouvernement s'investit pour augmenter le nombre d'enfants scolarisés. Michelle Andrade, Coordinatrice du collectif de projets du MST de l'Etat de Pernambuco, nous raconte ainsi que les mères (ou les tuteurs) des familles pauvres reçoivent une somme d'argent mensuelle pour chaque enfant qui va à l'école. Cette *bolsa familia* instaurée par Lula permet à une famille très pauvre de recevoir jusqu'à 200 reals (soit environ 88 euros) pour payer le matériel scolaire et l'alimentation familiale.⁸ C'est pourquoi il y a de plus en plus d'enfants reprenant le chemin de l'école.⁹

Cependant, si 97% des enfants sont scolarisés, 1,1 million de jeunes de 12 à 17 ans ne savent ni lire ni écrire. A 15 ans, seuls 11% des enfants sortent de l'école primaire.¹⁰ Les écarts entre riches et pauvres, population urbaine et population rurale, enseignement privé et enseignement public sont très marqués.

Le Brésil s'améliore, mais il reste beaucoup à faire. 3,5% de son PIB est consacré à l'éducation publique, soit la moitié de ce qui est recommandé par l'Unesco.¹¹ Selon le dernier rapport de l'Unesco, le Brésil se classerait en 88ème position sur 128 pays au niveau de son système scolaire. La mauvaise note de 3,6/10 lui a été attribuée.¹²

6 ONU, « Données 2010 » http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/report2010_goal2.pdf

7 Site de la délégation permanente du Brésil auprès de l'Unesco, « Enseignement primaire et secondaire au Brésil » http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=20277&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

8 La *bolsa familia* ou bourse familiale est une mesure sociale populaire mise en place par Lula en 2003 qui aurait contribué à sa réélection en 2006.

9 J-P Langellier, « Au Brésil, une bourse pour aller à l'école », Le Monde, 17 septembre 2008, <http://newsgroups.derkeiler.com/Archive/Soc/soc.culture.haiti/2008-09/msg00073.html>

10 Unicef, « Brésil » http://www.unicef.org/french/infobycountry/brazil_1914.html

11 J. Domingues, « Educação, ONGs substituem Estado », MST, 17 août 2007 <http://www.mst.org.br/node/4563>

12 J-P. Langellier, « Les inégalités dans l'éducation, talon d'Achille du Brésil », Le Monde, 07 décembre 2010 http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/12/07/les-inegalites-dans-l-education-talon-d-achille-du-brasil_1450171_3232.html

D'une part, il y a un problème sur le plan du corps enseignant. Les enseignants sont en effet généralement mal formés et mal payés.¹³ Le faible niveau d'études des professeurs implique un enseignement de mauvaise qualité. Les enfants ne pouvant se permettre de payer une école privée sont dès lors défavorisés par rapport aux autres et ont peu de chance de poursuivre des études supérieures.

D'autre part, il manque beaucoup d'écoles en milieu rural et de supports pédagogiques¹⁴. Le système éducatif est très décentralisé : il est géré par les Etats fédérés ou les municipalités. Il y aurait ainsi 27 systèmes éducatifs relevant des Etats et 5 500 systèmes municipaux autonomes.¹⁵

Or, cette absence de centralisation par le gouvernement fédéral facilite de nombreuses illégalités : « Les contrôleurs ont inventorié les fraudes : surfacturations, absence d'appels d'offres, pots-de-vin, travaux non exécutés, renflouement d'autres budgets. Deux communes sur trois ont dit avoir "égaré" ou "perdu" leurs documents comptables. Bien des maires préfèrent construire un pont ou une route que doter les écoles d'un confort minimum. »¹⁶

Le MST : une alternative à l'enseignement public de mauvaise qualité

Le Mouvement des paysans Sans Terre (MST) a fondé et possède ses propres écoles. Il y a des écoles maternelles, primaires et secondaires dans presque tous les Etats du Brésil, une école itinérante créée en 1996 et une école nationale depuis



2005 qui sert de référence à tout le système. Au niveau du primaire, en 2002, environ 75 000 enfants étaient scolarisés dans 2000 écoles publiques du MST par 2800 enseignants.¹⁷

Comme on peut le constater, le MST a considéré qu'il ne pouvait pas s'en remettre aux écoles publiques officielles pour ses enfants, et ce pour plusieurs raisons. Effectivement, en zone rurale, là où s'installent les membres du MST, soit il n'y a pas assez d'école, soit elles sont de

mauvaise qualité. Or, le mouvement désire assurer à tous les enfants une éducation digne de ce nom. De plus, sa méfiance envers les élites se rencontre également envers le système éducatif mis en place par celles-ci. Par le biais de l'école, elles chercheraient, selon lui, à maintenir le peuple dans l'ignorance et la soumission.

13 Site de la délégation permanente du Brésil auprès de l'Unesco, « Educação para todos »

http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=10246&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

14 M. Lima, « A importância da escola para a juventude do MST », MST, 13 août 2010

<http://www.mst.org.br/node/10410>

15 « Rythmes scolaires au Brésil »

<http://static.talkspirit.fr/men/media/Rythmes%20scolaires%20au%20Br%C3%A9sil.2.pdf>

16 J-P. Langellier, « Les inégalités dans l'éducation, talon d'Achille du Brésil », Le Monde, 07 décembre 2010

http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/12/07/les-inegalites-dans-l-education-talon-d-achille-du-bresil_1450171_3232.html

17 MST, « Bref historique du mouvement des travailleurs ruraux sans terre du Brésil », Frères des Hommes France, 2002 <http://www.france-fdh.org/terra/actualites/MST2.pdf>

L'éducation acquiert alors une importance politique et émancipatrice. Ainsi, dans les écoles du mouvement, on met en évidence la formation d'une conscience critique, la diffusion de la culture populaire et les mêmes valeurs que pour la lutte agraire : solidarité, engagement, travail collectif, égalité, gestion démocratique, attention au développement durable.

Au niveau pratique, la pédagogie utilisée est adaptée au monde rural. Il s'agit en effet de partir de la terre : pour chaque matière, les cours se basent sur ce qui est le plus proche, sur la réalité des enfants pour aller ensuite vers le global.¹⁸ Il y a une alternance entre la théorie et la pratique afin de mieux saisir le monde. Le MST considère que l'école classique apprend tout juste à lire et à écrire, mais pas à travailler. C'est pourquoi en plus des matières traditionnelles, on apprend à effectuer des tâches quotidiennes, des travaux agricoles.

De plus, contrairement à l'enseignement traditionnel, la pédagogie du MST (qui se base sur la tradition d'éducation populaire de Paulo Freire), considère que le savoir se construit avec la participation de tous. Il n'y a pas diffusion unilatérale du savoir par le professeur, mais échange entre lui et les élèves.¹⁹ La sensibilisation pour le combat du MST fait bien sûr partie du programme, en se défendant de devenir de l'endoctrinement.

Entre les autorités éducatives officielles et celle du MST, l'entente n'a pas toujours été cordiale, mais les rapports se sont améliorés. Les écoles du MST sont reconnues par les autorités de l'éducation et toute nouvelle ouverture d'école est accompagnée d'une déclaration officielle. Cela n'a pas été toujours facile à acquérir.



« Oui, nos écoles sont reconnues par l'Etat, raconte Michelle Andrade, mais il y a eu des problèmes dans le Sud du pays où des écoles avaient été fermées et réouvertes ensuite grâce à des manifestations. » Il est difficile d'avoir des subsides du gouvernement pour le maintien des écoles ou le salaire des professeurs. L'aide vient plus généralement des municipalités et autorités locales.²⁰

Le Mouvement des paysans Sans Terre (MST) a fondé et possède ses propres écoles.

Les professeurs sont souvent issus du ministère de l'Education et sont formés à la pédagogie utilisée par le MST.²¹

18 M. Mora Ramos, « Une pédagogie de la terre », GVOM, 12 novembre 2003

http://www.gvom.ch/avant_21_10_09/info/bresil/f119.html

19 T. Deronne, « Ecole nationale du MST Florestán Fernandes », DPH, mars 2010 <http://base.d-ph.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-8234.html>

20 R. Volovitch, « Individu et groupe à l'école nationale du Mouvement des Sans Terre », site de Frères des Hommes <http://www.france-fdh.org/terra/mst/articleMST.pdf>

21 E. Kolling, « L'éducation, priorité et obsession des sans terre », GVOM, 24 août 2001 http://www.gvom.ch/avant_21_10_09/info/bresil/f50.html

On pourrait se demander pourquoi le MST s'est intéressé à l'éducation au point d'y consacrer autant d'énergie et de ressources alors que sa revendication initiale (et principalement connue) est la redistribution de terres au profit des paysans qui en étaient dépourvus. « Le MST considère que sa lutte ne s'arrête pas à la question agraire, explique Michelle Andrade, mais qu'il est un mouvement d'émancipation plus large. En tant que tel, il s'est rapidement préoccupé de l'éducation, pour qu'il soit un jour possible que les enfants d'agriculteurs deviennent avocats, par exemple. Or, trop d'enfants de paysans travaillent dans les champs ou dans les grandes plantations au lieu d'aller en cours. De plus, dans l'intérêt du mouvement lui-même, il est important de compter sur des personnes formées, éduquées. L'éducation par le mouvement est un mécanisme d'auto-construction du mouvement. ».

Pour transformer le monde, il faut d'abord le comprendre. C'est pourquoi, six ans après sa création, le MST organisait déjà un cours de formation politique. « Partout où se trouve le mouvement, il faut une école » est un principe qui a été mis en pratique depuis lors.²² Le premier bâtiment collectif construit quand il y a installation d'un acampamento²³ est souvent une école.²⁴

Le Mouvement des Sans Terre ne s'étirole pas parce qu'il est actif dans différents domaines. Parallèlement à la lutte pour la terre, il veut conquérir tous les droits sociaux. L'action éducative du MST est une facette moins connue du grand public, mais pourtant remarquable et essentielle. Grâce aux écoles publiques que le mouvement met en place dans les campagnes, un nombre croissant d'enfants a accès à l'éducation. De plus, l'accent est mis sur la qualité de l'enseignement, grâce à une pédagogie spécifique et à une bonne formation des professeurs. L'énergie et l'intégrité du MST a créé un système éducatif que l'Etat brésilien devrait peut-être imiter s'il veut améliorer sa mauvaise note et s'il veut réellement assurer une éducation primaire pour tous.

22 T. Deronne, « Ecole nationale du MST Florestán Fernandes », DPH, mars 2010 <http://base.d-ph.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-8234.html>

²³ Installation de paysans sans terre en campements provisoires sur des terres non exploitées dans le but d'obtenir des parcelles sur lesquelles s'établir en bénéficiant d'un titre de propriété.

24 R. Volovitch, « Individu et groupe à l'école nationale du Mouvement des Sans Terre », Frères des Hommes France <http://www.france-fdh.org/terra/mst/articleMST.pdf>

Quelques données relatives au travail d'éducation du MST

Une des devises principales du MST est « Tous les Sans Terre étudiant »

Quelques réussites essentielles relevées à la fin 2009 :

- Près de 2.000 écoles publiques sont mises en place dans les acampamentos et les assentamentos, aux quatre coins du pays.
- Plus de 200.000 adolescents et enfants de Sans Terre sont aux études ; et près de 95% suivent un programme de cours spécialement conçu pour les jeunes de la campagne.
- Éducation des jeunes et des adultes : les Sans Terre sont alphabétisés à l'aide de matériel en relation avec la réalité des champs. Cet enseignement a débuté en 1991 et depuis lors, près de 50.000 travailleurs ruraux ont été alphabétisés via divers programmes. À l'heure actuelle, c'est la méthode cubaine : « Sí, yo puedo ! » (« Oui, je le peux ! ») qui est employée.
- Plus de 3.900 éducateurs ont été formés au niveau moyen et supérieur
- Des accords ont été conclus avec plus de 13 universités publiques dispensant des formations supérieures ou des spécialisations en pédagogie, histoire, géographie et agronomie, entre autres.
- Plus de 250 « cirandas » (garderies) d'enfants ont vu le jour ; il s'agit d'espaces créés pour l'éducation des enfants de 0 à 6 ans. Ces garderies fonctionnent parallèlement à des coopératives et associations de production dans les assentamentos, les acampamentos et les cours de formation du MST
- Il existe 45 écoles itinérantes : ce sont des écoles qui accompagnent les déplacements des acampamentos. Elles existent depuis plus de 10 ans et fonctionnent actuellement dans 7 États. Elles disposent de plus de 350 éducateurs et 4.000 enfants y sont inscrits. Environ 10.000 enfants sont déjà passés par ces écoles itinérantes. La première Ecole Itinérante destinée aux campements a été instaurée au Rio Grande do Sul en 1996, grâce à l'approbation du Conseil d'Etat de l'Education. Cette école accompagne le campement là où la lutte pour la terre le conduit.
- Ce remarquable effort a été reconnu et primé par la Banque Itaú et l'UNICEF en 1995 et 1999, par le Prix Alceu Amoroso Lima des Droits de l'Homme en août 1999 et par le Prix Pena Libertária pour l'Ecole Itinérante, accordé par le SINPRO/RS en 1999 et 2000.

Comment le Mouvement des Sans Terre (MST) combat la pauvreté et la faim au Brésil

Par Milena Merlino, Frères des Hommes

«La réforme agraire est au cœur de la lutte du MST, mais notre objectif, ce n'est pas la terre pour la terre. D'autres paramètres interviennent dans ce combat, comme la souveraineté alimentaire». Michelle Andrade, Coordinatrice du collectif de projets du MST de l'Etat de Pernambuco, ne peut cacher son enthousiasme lorsqu'elle évoque le travail du mouvement auquel elle appartient. Elle insiste en particulier sur la nécessité de ne pas réduire son action à de simples occupations de terre. En effet, derrière ces images emblématiques de petits paysans prenant possession de terrains inoccupés et non productifs, c'est un engagement construit, aux multiples facettes, qui habite les membres du MST et ce, depuis sa naissance en 1984. Derrière la lutte pour la terre, c'est aussi et entre autres la lutte contre la faim et la pauvreté qui mobilise ce partenaire de Frères des Hommes.

L'agriculture familiale comme modèle agricole

La crise économique de 2008 a remis au devant de la scène le débat sur la souveraineté alimentaire dans les médias. Les émeutes de la faim dans plusieurs pays tels que l'Egypte, le Sénégal, les Philippines ont été une dramatique illustration de l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires de base dans le monde. A Haïti, le prix du sac de blé avait doublé en l'espace d'une semaine : il n'en a pas fallu davantage pour jeter les habitants furieux dans les rues. La crise financière n'a rien arrangé. En tout, ces dernières années, ce sont 211 millions de personnes supplémentaires qui ont rejoint les rangs des populations extrêmement pauvres. En 2010, on comptait 925 millions de personnes souffrant de la faim sur notre planète²⁵.



Mais le MST n'a pas attendu ces crises récentes pour faire sienne la thématique de la souveraineté alimentaire. Concept élaboré en 1996 par le mouvement Via Campesina, il a été pensé en réaction au néo-libéralisme et se réfère au droit des peuples ou des Etats à définir librement les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs besoins sans créer de préjudices aux autres pays. Au-delà du combat contre la faim, il met en évidence le respect de la diversité des cultures (en opposition à la monoculture) et des modèles de production à plus petite échelle évitant l'utilisation de pesticides. Le modèle préconisé par le MST est celui de l'agriculture familiale qui, contrairement aux cultures d'exportation, permet aux petits paysans de vivre dignement du produit de leur terre et ne requiert pas l'usage intempestif d'intrants chimiques. Ce choix constitue, en outre, une réponse pertinente au constat selon lequel plus de la moitié des personnes souffrant de malnutrition dans le monde sont paradoxalement des petits producteurs appelés à contribuer à l'alimentation des

²⁵ « Les objectifs du millénaire : un bilan critique 10 ans après leur adoption », Arnaud Zacharie, CNCD, septembre 2010

populations, mais qui ne peuvent faire le poids face aux multinationales agroalimentaires ou qui, tout simplement, n'ont pas accès à la terre.

La vague des agrocarburants

L'agrobusiness et la monoculture sont une des raisons qui poussent le MST à mener des campagnes de sensibilisation auprès des paysans brésiliens sur le thème des agrocarburants. Les premières recherches relatives à la production d'éthanol à partir de la canne à sucre datent de 1925 au Brésil et elles ont abouti dans les années '70 au lancement du programme ProAlcool²⁶. Il s'agissait alors de produire de l'éthanol afin qu'il soit utilisé comme additif pour l'essence et ce, dans le but de réduire les importations de pétrole dont le pays était fortement dépendant à l'époque du premier choc pétrolier. Depuis lors, l'engouement pour ce combustible n'a fait que croître. Ainsi, en 2005, sur une production mondiale de 42 milliards de litres d'éthanol, le Brésil en a produit 15 milliards, soit plus du tiers, dont 12,5 pour le marché intérieur et 2,5 pour l'exportation²⁷. En 2006, il a atteint 17 milliards de litres qui ont nécessité 425 millions de tonnes de canne à sucre, soit des cultures occupant un territoire équivalent à celui du Bénélux et du Royaume Uni. Et la fièvre des agrocarburants n'est pas prête de baisser puisque les estimations de la demande mondiale vont jusqu'à 120 milliards pour le futur.

Pour le MST, le sujet nécessite une grande prudence car l'un des inconvénients est que les agrocarburants sont généralement issus de la monoculture et par conséquent défavorables aux petits paysans. En outre, ils mettent en danger la souveraineté alimentaire et la réforme agraire. Avec la montée en puissance de ces combustibles, moins d'agriculteurs risquent d'être affectés aux cultures vivrières, ce qui a d'ailleurs déjà contribué à la hausse de prix des denrées alimentaires. C'est pour cette raison que la thématique fait l'objet de sensibilisation de la part du mouvement auprès des paysans.

Le président Lula défend par contre le biodiesel, obtenu à partir d'huile végétale (notamment les graines de ricin) ou animale, via un programme dont il a promis qu'il serait davantage favorable aux petits agriculteurs et contribuerait à lutter contre l'exode rural. Mais le Programme National de Production et d'Utilisation du Biodiesel (PNPB) lancé le 6 décembre 2004 ne présente à ce stade que des résultats modestes quant à l'amélioration de la vie des familles de petits producteurs. A la fin 2010, seules 109.000 familles étaient impliquées de programme, un peu plus de la moitié des 200.000 initialement prévues²⁸. Dans le cadre de la crise énergétique mondiale et face à la problématique de la faim et de la pauvreté, le dossier de ces « combustibles verts » nécessitera un suivi important et le MST y veillera certainement.

Contre les OGM

Autre sujet où les divergences entre le MST et la politique du gouvernement de Lula s'affichent de manière plus tranchée encore : les OGM. Il s'agit là d'une faille par

²⁶ Voir « Brésil : agrocarburants versus réforme agraire », Frères des Hommes Info, mai 2008

²⁷ « Le Programme Proalcool au Brésil » par Bernard Bret, Université Jean Moulin, Lyon 3CNRS, http://archives-fig-st-die.cndp.fr/actes/actes_2007/bret/article2.htm

²⁸ « Programa de biodiesel, 6 anos : resultados sociais frágeis » par Marcel Gomes, Centro de Monitoramento de Agrocombustíveis, 9 décembre 2010

laquelle les multinationales tentent de s'infiltrer afin d'avoir la mainmise sur le monde paysan ou plus précisément, d'une tentative de domination de la part de 9 grands groupes économiques cherchant à exercer un contrôle sur les semences. Outre les incertitudes et risques liés à la santé, accepter les OGM impliquerait pour les agriculteurs une perte complète de leur utilisation des semences et une dépendance totale des entreprises multinationales²⁹. La question est brûlante car selon l'ISAAA³⁰, le Brésil a supplanté l'Argentine et se classe en deuxième position depuis 2009 derrière les Etats-Unis en tant que pays qui utilise les OGM sur le plan mondial³¹. Sur ce point, le MST a donc fort à faire. « Ici, Lula commet une erreur. L'une des composantes de la lutte pour la réforme agraire, c'est de défendre les semences natives, explique Michelle Andrade. Nous avons beaucoup travaillé au sein des acampamentos et assentamentos³² pour sensibiliser les paysans aux dangers des OGM. Nous les avons informés sur la façon de produire et stocker leurs propres semences. Il s'agit de sauver la nature, mais aussi l'être humain ! ». En effet, la dépendance des multinationales pour la production de semences constitue un risque certain pour la souveraineté alimentaire.

Mesures du gouvernement Lula

Malgré ces divergences, le MST reconnaît néanmoins que le gouvernement Lula a mis en œuvre des mesures positives afin d'améliorer le sort de la population et en particulier des personnes précarisées. « Moi qui suis originaire du Nordeste, je constate que jamais cette région n'avait connu un tel développement par le passé », déclare Michelle Andrade. Ainsi, les chantiers navals se sont multipliés et ont surgi sur la côte de l'Etat de Pernambouco, l'un d'entre eux allant jusqu'à procurer de l'emploi à 7.000 personnes. « De plus en plus de gens ont pu avoir accès à un logement, poursuit-elle. Lula a également mis en place des mécanismes importants pour lutter contre le chômage et favoriser l'essor du pays. Les salaires ont augmenté. Divers programmes de soutien ont également vu le jour tels que la Bolsa Familia qui octroie 200 reals (soit environ 88 euros) aux familles pauvres afin de les encourager à scolariser leurs enfants. En tout, il bénéficie à plus de 11 millions de foyers à travers le pays. Lula a également réussi à maîtriser l'inflation qui était galopante dans notre pays ».

Autant de mesures dont le MST reconnaît le bien-fondé pour lutter contre la pauvreté. Mais il reste encore tant à faire dans un pays où la fracture entre riches et pauvres demeure importante, et notamment en matière de réforme agraire. C'est pourquoi le rôle et la mobilisation du Mouvement des Sans Terre demeurent essentiels dans la société brésilienne sur le plan de la souveraineté alimentaire comme dans bien d'autres domaines. Depuis quelques années déjà, le MST se pose en interlocuteur incontournable pour le gouvernement brésilien et il est déterminé à le rester sous la présidence de Dilma Rousseff, voire bien au-delà encore !

²⁹ Voir <http://www.mst.org.br/node/1468>

³⁰ International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications, un organisme international de promotion des OGM

³¹ <http://info.abril.com.br/noticias/tecnologias-verdes/brasil-ja-e-2-em-transgenicos-23022010-34.shl>

³² Un acampamento est un groupement de paysans occupant une terre dans l'attente d'un titre de propriété, étape à laquelle il porte alors le nom d'assentamento

L'APEF à Bukavu face aux objectifs du millénaire

Depuis plusieurs années, Frères des Hommes soutient le travail de l'APEF, Association pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin, dans le Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. L'une des activités fondamentales consiste en l'octroi de micro-crédits à des milliers de femmes de la région, leur permettant de développer des petites activités commerciales telles que le tricotage, la savonnerie, les épiceries, etc. Derrière ce projet qui semble tout simple en apparence, un travail de fond est réalisé avec les bénéficiaires au travers de la sensibilisation et de formations multiples. Profitant du passage en Belgique de Nunu Salufa, Coordinatrice de l'APEF, nous avons passé en revue avec elle les multiples facettes de l'impact de cette association en regard des objectifs du millénaire définis par les Nations unies. Un exercice qui démontre que de petites organisations oeuvrent concrètement et quotidiennement sur le terrain pour la réalisation de ces objectifs, aussi modestes soient leurs actions.

Objectif 1 : Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim

Nunu Salufa (N.S.) : L'ensemble du travail de l'APEF s'inscrit dans cet objectif. Grâce aux activités génératrices de revenus que mènent les femmes, elles peuvent, avec leur famille, avoir accès à une alimentation équilibrée. Certaines femmes parviennent même à développer ces activités à plus grande échelle, bien au-delà de la survie. Elles disposent alors d'économies qui leur permettent de faire des investissements. Nous avons même plusieurs exemples de femmes qui sont devenues des entrepreneuses et commencent actuellement à faire le même travail que l'APEF, à savoir l'octroi de petits crédits sans intérêts à d'autres femmes pour leur permettre, à elles aussi, de mettre en place des activités économiques sous leur suivi.

Notre soutien porte également sur l'organisation des filières. Par ce biais, nous aidons les producteurs à pouvoir améliorer leur rendement et à mieux écouler leur marchandise dans de bonnes conditions. Nous encourageons, par exemple, l'organisation de dépôts de stockage ou de formations sur la gestion des stocks. C'est un travail concret de lutte contre la pauvreté.

Objectif 2 : Accès à l'éducation primaire pour tous

N.S.: L'APEF est attentive à cet objectif. Ainsi, en 2004, nous avons fait une évaluation de l'impact socio-économique de nos actions sur les bénéficiaires et dans cette étude, il est apparu que, parmi nos membres, plus de 60% des filles vont à l'école et à peu près 40% des femmes se font alphabétiser. Nous veillons donc à cela et les choses se mettent progressivement en application.

L'accès à l'éducation pour tous figure dans la constitution congolaise et l'on y souligne spécifiquement l'éducation des jeunes filles à l'école primaire. Dans la législation, il est fait mention d'accès libre, sans paiement de frais scolaires. Mais l'application de ce point est encore compliquée. Certaines femmes accompagnées par l'APEF acceptent malgré tout de payer une prime aux enseignants afin de garantir un enseignement à leur enfant, tout en connaissant leurs droits et en sachant qu'elles doivent faire pression sur le gouvernement pour que la mesure de la constitution puisse être appliquée.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité homme/femme et l'autonomisation des femmes

N.S. : Le fait que la femme ait une activité génératrice de revenus via l'APEF lui permet d'avoir un positionnement au sein de la famille. Elle acquiert par ce biais une certaine autonomie, même si ce n'est pas à 100%. Les formations lui apprennent à prendre une décision et à influencer les décisions au sein de la famille. Ce changement commence à se percevoir tout doucement un peu partout, même dans l'intérieur du pays. Auparavant, si une femme souhaitait construire sa maison, elle hésitait longuement, se demandant si cela en valait la peine, sachant que son bien irait à sa belle-famille en cas du décès de son compagnon. Les femmes de l'APEF apprennent qu'en cas de divorce, par exemple, elles ont droit à la moitié de la maison. Elles commencent à devenir autonomes et à ne plus dépendre de leur partenaire pour la prise de décisions.

Mais ces décisions sont aussi parfois concertées, bien entendu, car elles savent comment elles peuvent discuter avec leur mari et faire valoir leur point de vue. Dans le cadre des formations que nous donnons aux femmes, elles découvrent qu'il existe des mécanismes d'érosion de pouvoir. Les femmes savent comment elles peuvent parvenir à éroder le pouvoir de leur conjoint s'il en abuse. Elles savent également comment amener les enfants à les soutenir en cas de décision. C'est important car les enfants peuvent influencer la position du mari. En quelque sorte, elles apprennent à se faire des alliés au niveau de la famille.

Notre vision est aussi celle d'une femme en réseau avec d'autres. Il ne s'agit pas seulement d'une femme dans son association, mais bien d'une femme avec une ouverture sur l'extérieur via ces réseaux. Elle voit ainsi ce qui se passe ailleurs et cela l'aide à développer son autonomie.

En outre, avec le temps, elle se voit évoluer dans les réflexions et dans l'exercice de l'activité génératrice de revenus. La plupart des femmes font en sorte que le mari puisse s'intéresser à l'activité qu'elles mènent. Le couple établit ensemble le calcul de prix de revient, par exemple, afin de garantir la bonne marche des affaires. La femme acquiert cette compétence par le biais des formations de l'APEF. Parfois, l'homme se charge de faire la comptabilité pour sa femme, bien que ce soit elle qui reste la gestionnaire et contrôle les recettes. Même si une femme est analphabète, nous avons remarqué qu'elle savait au moins calculer. Elle sait que si elle a acheté les produits à tel prix et qu'elle les revend à tel prix, elle va gagner autant. Mais, souvent, ce qui lui manque au départ, c'est le calcul du prix de revient. Par nos formations, elle sait qu'elle doit tenir compte des frais de transport afin que son activité soit rentable. Les formations en gestion de crédit dont elle bénéficie lui permettent aussi de mettre en place une stratégie pour atteindre l'objectif qu'elle s'est fixé. Elle apprend également à répartir les bénéfices, à épargner étant donné qu'une partie des bénéfices doit aller au remboursement du crédit. Elle sait qu'il faut placer l'argent dans une coopérative. Peu à peu, la femme apprend des choses et cela contribue à son autonomie financière.

Mais il reste toutefois encore beaucoup à faire dans le cadre de cet objectif du millénaire. Sur un autre plan, on parle bien sûr beaucoup du genre dans nos

politiques, mais il n'y a pas vraiment de mécanismes d'intégration des femmes dans les instances de prises de décisions. Dans ces cercles, la femme est trop souvent absente. Si vous voyez notre Assemblée, elle compte environ 500 députés ; or, il n'y a même pas 30 femmes qui en font partie. Donc, le respect de notre constitution en matière de parité n'existe pas. Il faut se battre pour améliorer la représentativité politique des femmes.

Objectifs 3-4 et 5 : Diminution de la mortalité infantile – Amélioration de la santé maternelle – Lutte contre le sida, le paludisme et autres maladies

N.S. : De nombreuses difficultés existent encore car la femme doit supporter beaucoup de charges telles que la scolarité des enfants et les soins de santé. Même s'il existe une mutuelle à Bukavu, les femmes n'ont pas encore résolu le problème de santé car il faut malgré tout assumer parfois jusqu'à 60% des frais médicaux. Par conséquent, pour la personne qui n'a pas les moyens suffisants, c'est parfois la mort qui l'attend... Tant qu'il n'y a pas de prise en charge par l'Etat, ces problèmes persisteront. Sur ce plan, l'APEF fait aussi un travail de sensibilisation auprès des femmes et les encourage malgré tout à adhérer à la mutuelle parce que même si la facture est lourde, la mutuelle intervient pour au moins 40, 50 ou 60% des frais, le pourcentage variant en fonction des communes où l'on est enregistré et des moyens dont dispose la personne. L'APEF insiste pour que l'on amène les enfants à l'hôpital en cas de maladie, car certains traitements comme celui de la tuberculose y sont pris en charge à 100%. Et si en dépit des soins donnés en milieu hospitalier, l'enfant décède, il est important de se dire que l'on a tout fait pour le sauver.

Nous organisons aussi des rencontres de sensibilisation sur la santé de reproduction. Sur ce plan, nous faisons un constat : si la femme qui a mis un enfant au monde retombe tout de suite enceinte, cette situation aura des répercussions sur ses activités économiques. Lorsqu'elle accouche, elle ne va pas au marché et les choses ne tournent pas. Nous essayons donc de lui expliquer comment elle peut planifier les grossesses. C'est une chose qui n'a pas été acceptée facilement au départ en raison de la pression de la religion. Et pour parvenir à convaincre une femme, qu'elle soit chrétienne ou musulmane, c'est compliqué. Nous invitons donc à des séances les responsables de certaines églises afin qu'ils puissent discuter avec les femmes. Cette démarche commence à produire des résultats. Reste aussi la question du mari. Certaines femmes nous rétorquent : « Moi je veux bien planifier, mais mon mari ne voudra pas ». Alors, nous essayons de convier également les maris autour de la table. Je me rappelle que lors d'une telle réunion, des hommes s'étaient manifestés en demandant s'il n'existait pas des moyens de contraception aussi pour les hommes, autres que le préservatif. Cette sensibilisation par rapport à la santé de reproduction est demandée partout : dans le milieu rural aussi.

Par rapport au sida, je pense que c'est un des grands objectifs aussi dans certains programmes de l'Etat congolais. Il existe des programmes nationaux de lutte contre le sida qui sont implantés un peu partout en République Démocratique du Congo et via lesquels un travail de sensibilisation est réalisé. En effet, tout le monde ne reconnaît pas l'importance du problème du sida et il est important de montrer qu'il s'agit d'une maladie et qu'il faut s'en protéger. Médecins Sans Frontières avait réalisé un travail de prise en charge, mais ils ont arrêté leurs activités et dans certains hôpitaux, cette prise en charge commence à disparaître.

Par rapport à la malaria, nous suggérons à chaque famille d'acheter une moustiquaire. C'est le seul moyen dont nous disposons. Mais dans le cadre de nos sensibilisations, nous insistons aussi sur l'entretien des parcelles, sur le fait qu'il convient d'éviter d'y laisser des eaux stagnantes. Nous faisons aussi en sorte que les femmes puissent participer à certains travaux communautaires comme par exemple le débouchage de certains caniveaux, toujours avec pour perspective de lutter contre certaines maladies.

Objectif 7 : Développement durable et protection de l'environnement

N.S. : On parle beaucoup de la protection de l'environnement à l'APEF étant donné l'organisation de certaines formations telles que la teinturerie, la savonnerie qui requièrent l'usage de produits dangereux et polluants. Comme on utilise souvent la soude caustique dans la fabrication, il faut voir où jeter ce type de déchet et cela fait partie de notre travail de sensibilisation. En plus, on essaie d'encourager les gens à s'investir dans des travaux communautaires pour planter des végétaux ou s'il faut assainir un endroit, par exemple. Ainsi, en particulier dans le milieu rural, comme dans la plaine de la Ruzizi qui est frappée par le changement climatique, on exigeait, parmi les conditions d'octroi de crédit, que chaque bénéficiaire plante un arbre chez lui ou dans son champ. Cela faisait partie des conditions pour obtenir un crédit. Notre objectif était de contribuer à la protection de l'environnement.

Objectif 8 : Partenariat mondial pour le développement

N.S. : Souvent, la question suivante me vient à l'esprit : comment est-il possible qu'un pays tel que le Congo où il pleut 9 mois sur 12 en arrive à dépendre de l'extérieur sur le plan alimentaire ? Il est important que la coopération puisse soutenir ce secteur de production afin de nous aider à atteindre l'autonomie en la matière.

Par ailleurs, aujourd'hui, les intérêts du peuple congolais ne sont pas défendus dans ce contexte de mondialisation. Nous avons l'impression de nous trouver face à une montagne en quelque sorte ! Par exemple, si vous voyez ce téléphone portable, la matière première, le coltan, vient de notre pays. Mais pour fixer le prix de ce téléphone, on ne demande même pas notre avis ! Le Congo est parmi les pays les plus pauvres du monde et quand vous regardez les ressources du Congo, elles sont énormes : il n'y a pas vraiment de politiques qui encouragent le développement dans notre pays. Et les raisons, vous les connaissez autant que moi... !

Propos recueillis par Milena Merlino, Frères des Hommes